« Fixons notre objectif : un pays à quatre Régions »

MR Pierre-Yves Jeholet veut revoir le projet de Manifeste

▶ Le nouveau projet de Manifeste libéral n'affirme pas suffisamment le fait régional, nous explique le chef de groupe MR au parlement wallon.
▶ « Je serai présent lundi prochain, je me ferai entendre. »

ENTRETIEN

Le chef de groupe MR au parlement wallon n'était pas présent mercredi matin à la Toison d'Or, siège du MR, lorsque les responsables du parti ont relu et corrigé le projet de Manifeste libéral (*Le Soir* de jeudi). Les corrections apportées au document initial dans le chapitre ayant trait à la réforme des institutions au sud du pays ne sont pas du tout de son goût : il n'y est plus question de l'affirmation du fait régional, et d'une Belgique composée de quatre Régions, où la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles) aurait vécu.

Leader parmi les régionalistes libéraux, Pierre-Yves Jeholet renonce-t-il à voir le nouveau Manifeste des bleus faire droit à cette option réformatrice ? Non. Il s'explique.

C'est le grand retour des communautaristes au MR ?

D'abord, je veux dire qu'il est sain de voir un grand parti avoir des débats comme ceux-là, et vous savez que le Manifeste dont on parle ne se limite pas à ces questions dites institutionnelles. J'ai, évidemment, le sens des priorités, il y a les préoccupations économiques, en termes de sécurité aussi, etc. Mais enfin, comme dans toute chose, il faut vouloir être les plus efficaces possibles, et c'est vrai aussi pour ce qui concerne les institutions au sud du pays. Qui doivent être simplifiées, modernisées. Voilà pourquoi l'affirmation du fait régional est importante. Et voilà pourquoi la nouvelle mouture du texte rédigé par Richard Miller ne me convient pas. Moi, j'en étais resté à la première version, celle qu'il a écrite après les nombreuses réunions militantes, à la base, dans nos provinces, elle était claire, et je ne vois pas pourquoi on changerait.

Vous n'étiez pas présent mercredi à la Toison d'Or...

Parce que j'étais au travail comme chef de groupe au parlement wallon. Mais je n'en reste pas là. Une nouvelle réunion est prévue lundi prochain, j'y serai, je me ferai entendre, je développerai mes arguments, ce n'est pas fini, on ne va tout de même pas dire que tout va bien et qu'il ne faut toucher à rien !

En substance, lundi, vous direz donc...

... Que l'option régionaliste n'a rien de romantique ou que sais-je mais qu'elle est de bon sens et vise seulement à l'efficacité des politiques mises en œuvre, au service de la population. Et que pour cela, je vois une Belgique à quatre Régions. J'expliquerai que ce n'est évidemment pas pour demain, mais aussi qu'il ne faut pas attendre pour nous fixer cet objectif. La Wallonie et Bruxelles recouvrent des réalités différentes, qui requièrent d'avoir des priorités différentes, ce qui nécessite d'affirmer les Régions, et ce qui n'empêche aucunement d'avoir des synergies fortes, d'organiser des coopérations importantes.

Cela signifie, comme vous l'avez dit et écrit déjà, que l'on mettra fin à la Communauté, ou Fédération Wallonie-Bruxelles, en tant que telle ?

Oui, mais je dis à mes amis libéraux que la réforme doit se faire en deux temps. D'abord, voyons entre francophones – avec les autres partis – comment améliorer les choses dans l'immédiat, je pense aux politiques de la jeunesse, à la petite enfance, au tourisme, aux hôpitaux, aux compétences numériques en matière d'audiovisuel, aux pouvoirs organisateurs dans l'enseignement. Là, avec les bonnes volontés dans les partis francophones, on peut faire bouger les lignes déjà. Puis, dans un deuxième temps, visons, je l'ai dit, la Belgique à quatre Régions. Un objectif de plus long terme. Mais qu'il faut affirmer d'emblée. En l'occurrence, dans notre Manifeste libéral.

Lequel doit, selon vous, être bouclé lundi prochain ?

Nous verrons cela, mais ne négligeons pas le congrès du MR, fin 2016, c'est là, à mon sens, que l'on devra aboutir. J'expliquerai cela aussi lundi, dans un débat, je l'ai dit, qui est sain, qui doit nous faire rechercher plus d'efficacité, mais qui doit aussi nous projeter dans l'avenir. ■

Propos recueillis par DAVID COPPI

INSTITUTIONS

Tous les partis divisés

La question agite tous les partis francophones, le MR on le voit, le PS on le sait, le CDH on s'en doute, Ecolo on l'imagine : oui ou non, faut-il reconfigurer les institutions au sud du pays, en affirmant les Régions wallonne et bruxelloise et en mettant fin à la Communauté française, ou Fédération Wallonie-Bruxelles ?
Les partisans du transfert de compétences vers les Régions, et de l'effacement de l'institution francophone, se font entendre – en Wallonie, à Bruxelles aussi, voire plus, c'est nouveau – mais le débat n'est pas tranché.
La Belgique à quatre Régions (notez : la Flandre, elle, continue d'installer ses institutions à Bruxelles...) est-elle l'horizon ? Et l'horizon est-il jamais atteint ?
L'on pourrait s'orienter vers des compromis belgo-belges (un comble en apparence) : des transferts, oui, mais pas l'Enseignement d'un bloc, pas la Culture non plus, ni l'audiovisuel, autant dire des accommodements raisonnables. Tout ça pour « plus d'efficacité ». Tout ça pour ça ?

D.CI